

2015 | Rapport sur la situation du volontariat dans le monde

Transformer la gouvernance



UN

Volontaires

l'inspiration en action

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) est l'organisation de l'ONU qui promeut le volontariat afin de soutenir la paix et le développement dans le monde.

Le volontariat est un moyen efficace pour engager les gens à s'attaquer aux défis du développement, et il peut transformer le rythme et la nature du développement. Le volontariat profite à la fois à l'ensemble de la société et à la personne qui se porte volontaire en renforçant la confiance, la solidarité et la réciprocité parmi les citoyens et en créant délibérément des opportunités de participation.

Le programme VNU contribue à la paix et au développement en préconisant la reconnaissance des volontaires, en travaillant avec ses partenaires pour intégrer le volontariat dans la programmation du développement, et en mobilisant de par le monde un nombre croissant de volontaires, d'une plus grande diversité, y compris des Volontaires des Nations Unies confirmés. Le programme VNU conçoit le volontariat comme universel et proche. Il reconnaît le volontariat dans sa diversité, ainsi que dans les valeurs qui le portent : le libre arbitre, l'engagement et la solidarité.



*Au service
des peuples
et des nations*

Le programme VNU est administré par le
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

2015 | Rapport sur la situation du volontariat dans le monde

Transformer la gouvernance



UN

Volontaires

l'inspiration en action

Copyright © 2015
Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans autorisation préalable.

Édition : Communications Development Incorporated, Washington, États-Unis
Conception et mise en page : Phoenix Design Aid, Randers C., Danemark
Traduction : Strategic Agenda, Londres, Royaume-Uni
Impression : Phoenix Design Aid, Randers C., Danemark

ISBN: 978-92-95045-88-0

Les éventuelles erreurs et omissions décelées après impression sont disponibles sur notre site Internet : www.unv.org/fr

L'analyse et les recommandations pratiques de ce rapport ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Programme des Nations Unies pour le développement. Les travaux de recherche et de rédaction sont le fruit d'une collaboration entre l'équipe chargée du Rapport sur la situation du volontariat dans le monde et un groupe de conseillers internes et externes.

La mention de noms ou de procédés commerciaux ne constitue pas une approbation de fait.

Équipe du Rapport sur la situation du volontariat dans le monde

Responsable d'équipe

Amanda Khozi Mukwashi

Équipe de recherche et de rédaction

Tina Wallace (chercheuse principale), Subhra Bhattacharjee, Mae Chao, Peter Devereux, Heba El-Kholy et Elizabeth Hacker

Gestion de projet

Mae Chao

Coordination de la recherche

Subhra Bhattacharjee

Coordination de la production

Vera Chrobok

Coordination de la diffusion mondiale

Jennifer Stapper

Soutien opérationnel et administratif

Jean de Dieu Kamanzi

Avant-propos

Les débats relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement et au programme de développement pour l'après-2015 ont fait ressortir les nets progrès accomplis en matière de développement humain dans de nombreux pays et dans toutes les régions du monde. Ils mettent également en lumière les causes possibles de retard ou d'échec. L'absence d'une gouvernance efficace et redevable, par exemple, peut être un frein au progrès qui sape les efforts nationaux et locaux déployés pour améliorer la vie et les perspectives d'avenir des communautés.

Pour que le programme de développement durable pour l'après-2015 aboutisse, il faudra à la fois améliorer la gouvernance, remédier aux inégalités et étendre l'expression et la participation des citoyens. Le volontariat peut aider, en donnant aux parties prenantes un moyen de s'exprimer et en faisant participer la population et les organisations de la société civile à la recherche de solutions.

Le présent rapport est conçu pour aider les autorités, les organisations de la société civile, les organismes bilatéraux et multilatéraux de développement et les autres parties prenantes à tirer pleinement parti du volontariat au niveau mondial, national et local.

Au niveau mondial, ce rapport illustre comment des réseaux de volontaires se servent de la technologie pour conclure des alliances qui font progresser le volontariat et mettent en relation des acteurs du développement. La propagation rapide de la téléphonie mobile et des autres technologies de l'information et de la communication augmente la portée et l'envergure du volontariat. Ces outils permettent en effet à des personnes et à des groupes motivés et engagés d'échanger entre eux, de tirer parti de l'expérience des autres et de trouver de nouvelles ressources et de nouvelles possibilités. Le rapport propose des moyens d'intensifier ces efforts pour faciliter la mise en œuvre du programme pour l'après-2015 et pour permettre aux personnes exclues et vulnérables de faire valoir leur opinion dans les décisions les concernant, y compris celles prises au sein des Nations Unies et dans d'autres forums internationaux.

Au niveau national, le rapport suggère que la capacité des volontaires à soutenir la progression du développement dépend de la volonté des gouvernements nationaux de garantir la mise à disposition de l'espace correspondant et d'environnements favorables qui encourageront leur participation et leurs initiatives. Il apparaît également que le volontariat peut contribuer à engendrer la confiance sociale, à faire progresser l'inclusion sociale, à améliorer les services

de base et à stimuler le développement humain. Les volontaires et le volontariat sont d'autant plus efficaces quand des conditions favorables, telles que la liberté d'expression et d'association et un contexte de débats politiques animés, sont déjà en place.

Au niveau local, le rapport laisse entendre que le volontariat peut s'imposer comme un vecteur permettant aux personnes et aux communautés exclues et/ou marginalisées d'exprimer leur point de vue et d'accéder aux services, aux ressources et aux options dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Il préconise que les volontaires concluent des alliances avec les autorités locales et avec des groupements locaux ou des organisations de la société civile partageant leurs idées afin d'aider les groupes marginalisés, y compris les femmes, à accéder aux informations et à renforcer les capacités dont ils ont besoin pour améliorer leurs perspectives d'avenir et demander des comptes aux autorités locales. Le rapport indique par exemple comment des femmes volontaires de l'Uttarakhand, un État rural de l'Inde, ont constitué des « des groupements représentants tout le village » qui leur ont permis de tirer des enseignements de l'expérience de chacune et d'acquérir l'assurance et les compétences dont elles avaient besoin pour s'adresser aux autorités locales, défendre leurs droits et s'imposer en tant que partenaires en vue d'améliorer leurs communautés.

Au sein du programme VNU et du Programme des Nations Unies pour le développement, nous constatons que les volontaires font avancer les choses dans le bon sens. Compte tenu de notre expérience et des faits présentés dans les pages qui suivent, la motivation et l'engagement de chaque volontaire doivent être complétés et soutenus par des gouvernements et des acteurs du développement réactifs et bienveillants. Nous espérons que ce rapport sera étudié, débattu et utilisé pour donner à un plus large éventail de personnes, partout dans le monde, les moyens de lutter contre l'exclusion, la discrimination et les inégalités qui entravent le développement. Puisse-t-il permettre aux citoyens et aux dirigeants du monde entier de réaliser leur ambition commune : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et instaurer un développement durable pour tous.



Helen Clark
Administrateur
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Préface – L'art du possible

Ce deuxième Rapport sur la situation du volontariat dans le monde, consacré au volontariat et à la gouvernance, présente l'idée que le volontariat et le fait de placer l'être humain au cœur des politiques et des investissements dans le développement offrent des possibilités inexploitées pour le développement durable. Le volontariat est présenté comme une ressource complémentaire et un vecteur d'acquisition de compétences, de connaissances et d'expertise qui favorisent l'expression, la participation, la responsabilité et la réactivité, autant de piliers clés de la bonne gouvernance qui viennent s'ajouter aux autres solutions et ressources du développement.

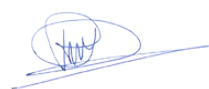
Ce rapport fondé sur un large corpus de données décrit comment le volontariat peut promouvoir la paix et le développement. Il présente les résultats obtenus dans certains contextes et témoigne ainsi des contributions possibles des volontaires et du volontariat. Cet « art du possible » est illustré par des études de cas qui offrent un éventail marquant d'exemples illustrant comment les personnes, individuellement et collectivement, mettent en commun leur énergie pour intervenir dans les différents espaces de la gouvernance. Le rapport révèle également que lorsque les gouvernements et les autres acteurs de la gouvernance créent un environnement favorable et invitent la population dans des espaces fermés, cela peut donner lieu à des changements qui bénéficieront d'une meilleure appropriation et d'un soutien accru.

Les exemples de volontariat formel et informel prouvent que les personnes marginalisées, notamment les femmes, les peuples autochtones et les jeunes défavorisés, sont capables de créer des espaces où ils peuvent être entendus et influencer sur la gouvernance locale. Le présent rapport aborde la question de l'engagement des femmes, en donnant des exemples intéressants sur la façon dont elles ont su investir des espaces sortant du cadre traditionnel, demander des comptes aux autorités et obtenir que leurs be-

soins et ceux de leurs communautés soient satisfaits. On peut ainsi voir clairement comment des groupes marginalisés forment des alliances et s'appuient sur les maigres ressources dont ils disposent pour informer et faire évoluer leurs communautés.

Un chapitre inédit du premier rapport de 2011 portait sur la gouvernance. Même en sachant qu'il serait difficile de réunir des éléments sur le volontariat et la gouvernance, il était essentiel d'aborder le sujet aujourd'hui à la lumière du débat qui se tient actuellement à l'échelle mondiale sur le programme du développement durable et la reconnaissance du caractère essentiel des nouveaux partenariats multipartites pour sa mise en œuvre. Des recherches complémentaires et des partenariats stratégiques novateurs sont nécessaires pour améliorer notre compréhension, nos informations et notre évaluation du volontariat, ainsi que la contribution de ce dernier à la paix et au développement. Le présent rapport lance un débat qui peut et doit être approfondi.

Nous espérons exposer l'art du possible dans les pages qui suivent. En allouant toutes les ressources disponibles au développement, nous nous efforçons de rendre surmontables les difficultés de notre époque. En créant des environnements dans lesquels tout le monde peut donner de son temps pour du volontariat, il devient possible d'exploiter les compétences et les connaissances de chacun pour le bien commun en matière de gouvernance. Il se peut aussi que nous élargissions le nombre de personnes capables de s'exprimer, de participer et de demander des comptes aux acteurs de la gouvernance.



Richard Dictus

Coordonnateur exécutif

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)

Résumé

Il est aujourd'hui largement admis que le futur programme de développement doit être profondément révisé afin de mieux mobiliser les individus en faveur de leur développement personnel et du développement de leur communauté et de leur pays. Des mécanismes renforcés d'engagement civique sont nécessaires pour favoriser un renouveau des discussions, des négociations et des décisions. Ce rapport montre, à partir d'un corpus de connaissances recueilli par le biais d'études de cas, que le volontariat offre une voie essentielle d'engagement à l'échelle locale, nationale et mondiale. Les niveaux local et mondial se rapprochant avec l'apparition de nouveaux acteurs de la gouvernance, le volontariat s'adapte et évolue lui aussi. Des citoyens actifs du monde entier se mobilisent déjà, de différentes manières et à divers niveaux, pour faire face aux enjeux fondamentaux traditionnels et aux défis naissants de la gouvernance.

Ce rapport a identifié les grandes stratégies, les principales difficultés et les opportunités offertes par le volontariat en ciblant les trois piliers de la gouvernance (expression et participation, responsabilité, réactivité) sur lesquels les volontaires ont exercé une influence. Des actions et stratégies spécifiques du volontariat illustrent avec quelle diversité les volontaires s'engagent dans les espaces invités, ouvrent des espaces fermés ou revendiquent de nouveaux espaces. Les espaces invités sont ceux où les acteurs de la gouvernance appellent à la participation des citoyens ou des bénéficiaires. Les espaces fermés ont des règles d'accès définies et ne sont accessibles qu'à certaines personnes ou certains groupes de personnes. Les espaces revendiqués sont ceux que les plus faibles ou les exclus peuvent investir ou créer de façon informelle, par le biais de mouvements sociaux et d'associations communautaires, ou de manière organique lorsque plusieurs

personnes se réunissent délibérément pour débattre, discuter ou résister. Les volontaires ont les moyens et la volonté de contribuer à des changements positifs, mais ils se heurtent à de nombreuses difficultés liées à la gouvernance, en particulier à l'inégalité des ressources et au déséquilibre des rapports de force. Ils ne doivent plus se contenter de faire entendre leur voix pour susciter l'engagement ; les principaux acteurs de la gouvernance de tous les niveaux doivent multiplier les occasions de les inviter à prendre part aux discussions et processus de décision.

Le volontariat englobe un large éventail d'activités à l'échelle individuelle, communautaire, nationale et mondiale. Ces activités comprennent des formes traditionnelles d'assistance mutuelle et d'initiative personnelle, ainsi que la prestation officielle de services. Elles incluent également l'activation et la promotion de la participation et de l'engagement au moyen d'actions de plaidoyer, de campagnes ou de militantisme. Dans ce rapport, le terme volontariat désigne des « *activités [...] entreprises librement, pour le bien du public et pour lesquelles la rémunération monétaire ne constitue pas la principale motivation.* »

Il est également entendu dans ce rapport que le volontariat recoupe et rejoint le militantisme social. Certes, tous les militants ne sont pas des volontaires, mais la plupart le sont, et de nombreux volontaires sont également militants. Les termes volontariat et militantisme social ne s'excluent pas l'un l'autre. L'idée que les volontaires servent uniquement à soutenir la prestation de services ou ne participent qu'à des actions caritatives offre une vision limitée dans laquelle la différence entre volontariat et militantisme est superficielle.

Le présent rapport reconnaît que le volontariat dépend fortement du contexte et s'exerce rarement dans des conditions équi-

Le volontariat offre une voie essentielle d'engagement à l'échelle locale, nationale et mondiale

Il est indispensable, pour réussir, de créer un environnement plus propice qui favorise un engagement civique positif en faveur du développement durable

tables. Les femmes et les groupes marginalisés sont fréquemment victimes de cette inégalité. Les volontaires ne peuvent pas tous participer sur un pied d'égalité ou à armes égales dans chaque contexte. Leur action est plus compliquée dans les contextes d'exclusion, de bâillonnement de leur opinion, de déni de leur autonomie ou lorsqu'il est dangereux de poser des questions. Un environnement favorable respectueux des droits de tous renforce la capacité du volontariat à contribuer positivement au développement et à la paix. Ce rapport montre qu'il est indispensable, pour réussir, de créer un environnement plus propice qui favorise un engagement civique positif en faveur du développement durable.

Il ressort des études de cas présentées que lorsque l'on exclut la population des espaces de prise de décision et que l'on ignore ses opinions, elle trouve d'autres moyens d'exiger son entrée dans des espaces de prise de décision plus formels. Elle peut remettre en cause les institutions formelles et informelles de la gouvernance, exiger plus de responsabilité et de réactivité de la part des détenteurs du pouvoir, qu'il s'agisse de gouvernements, d'entreprises ou d'organismes multilatéraux.

Il ressort également des études que lorsque les gouvernements prennent l'initiative de mettre le volontariat au service de la paix et du développement, la majorité des engagements volontaires se déroule dans des espaces invités. En revanche, lorsque la population prend l'initiative, la plupart de ces engagements se produisent dans des espaces revendiqués, du moins au départ. Par la suite, une partie des initiatives peut rejoindre des espaces invités. Dans les deux cas, cependant, les volontaires cherchent à influencer les processus de décision dans les espaces fermés à partir de leurs activités dans les espaces revendiqués et invités.

Ce rapport appelle à solliciter bien davantage les volontaires et le volontariat sous

toutes ses formes, aussi bien formelles (avec notamment le volontariat international) qu'informelles, et du niveau local au niveau mondial. Cet engagement suppose de comprendre les besoins et les droits des volontaires et de trouver des moyens de financer, d'approvisionner, de soutenir et de mobiliser activement les initiatives volontaires afin d'améliorer la gouvernance.

La littérature consacrée au volontariat et à la gouvernance est mince. Ce rapport constitue une première étape dans la compilation d'un corpus sur les contributions du volontariat dans le domaine de la gouvernance, en particulier dans le contexte des pays en développement. Il lance un nouveau débat sur le rôle du volontariat dans la gouvernance qu'il est impératif de poursuivre.

MESSAGES CLÉS

Les messages clés suivants, mis en lumière par le présent rapport, constituent des considérations importantes pour les processus de développement et pour le renforcement des pratiques, politiques et stratégies de gouvernance :

Le volontariat local renforce les capacités de la population.

Au niveau local, le volontariat renforce les capacités de la population, y compris celles des groupes marginalisés, à s'associer aux autorités locales et aux organisations de la société civile (OSC) nationales ou internationales pour rendre le processus de gouvernance plus participatif et plus inclusif. Pour les groupes marginalisés, en particulier les femmes, la création et le renforcement des voies d'expression et de participation peuvent contribuer à la prise en compte de leurs besoins et à l'attribution de ressources à cet effet.

Les gouvernements nationaux renforcent l'inclusion sociale en ouvrant de plus larges espaces au volontariat.

Les gouvernements nationaux découvriront qu'en ouvrant de plus larges espaces au volontariat, ils renforceront l'inclusion sociale, amélioreront leurs résultats sociaux et en matière de développement et faciliteront la prestation de services. Les retours sur l'engagement des volontaires et du volontariat sont d'autant plus importants quand des conditions favorables, telles que la liberté d'expression et d'association et un contexte de débats politiques animés, sont déjà en place. Les technologies de l'information et de la communication – blogs, plateformes de suivi et réseaux sociaux – permettent aux volontaires de compléter l'information des médias traditionnels avec celle provenant des communautés directement et en temps réel, et de trouver de nouveaux points d'entrée pour faire valoir leur opinion et dialoguer.

Les réseaux mondiaux de volontaires favorisent l'expression, la participation, la responsabilité et la réactivité.

Les réseaux mondiaux de volontaires ont recours à diverses stratégies pour favoriser efficacement l'expression et la participation, la responsabilité et la réactivité en reliant les espaces locaux, nationaux et internationaux. La technologie est un élément déterminant de ces processus, car elle améliore la vitesse et l'ampleur de l'engagement volontaire et permet de conclure des alliances, de mettre en commun les expertises et d'engager les acteurs de la gouvernance à tous les niveaux. Il faudra toutefois impérativement remédier aux inégalités d'accès pour faire en sorte que les plus exclus puissent participer aux débats.

Le volontariat constituera une précieuse réserve de ressources pour le programme de développement durable pour l'après-2015.

Le volontariat constituera une précieuse ressource pour faire valoir l'opinion de toutes les parties prenantes et pour mobiliser l'ensemble des ressources disponibles en vue d'accompagner la mise en œuvre et le suivi du nouveau programme de développement

pour l'après-2015. L'augmentation de la participation devra correspondre à une amélioration de la réactivité des acteurs de la gouvernance, y compris les OSC, le secteur privé et d'autres acteurs jouant un rôle de plus en plus central dans les processus de gouvernance et de prestation de services. L'ouverture de possibilités et d'espaces en faveur du volontariat afin d'exploiter pleinement ce potentiel nécessitera un éventail varié de stratégies, de partenariats et d'alliances aux différents échelons de la gouvernance.

IMPACT AU NIVEAU LOCAL

Des millions de volontaires à travers le monde contribuent à la gouvernance au niveau local. Répondant aux gouvernements qui créent des mécanismes locaux encourageant la participation aux processus de décision, les volontaires participent de plus en plus à l'orientation des politiques et à la prise de décision sur les questions influençant directement leur vie. Les comités de développement des villages au Népal et la gestion des fonds pour le développement des communautés et la planification des villages au Kenya et en Ouganda constituent des exemples concrets d'amélioration des espaces de gouvernance. Ces mécanismes de dialogue offrent aux autorités (et aux autres organismes impliqués dans la gouvernance) des moyens pratiques de se rapprocher et d'échanger directement avec leurs concitoyens. Parfois, ces espaces offrent aux volontaires la possibilité d'exercer une influence sur les principes et les pratiques en matière de prestation de services, mais aussi de surveiller leur mise en œuvre.

Les volontaires interviennent également en dehors des structures formelles de gouvernance locale afin de veiller à ce que leur opinion soit prise en compte et à ce que leur gouvernement réponde à leurs besoins. Lorsqu'ils se regroupent de manière informelle pour évoquer leurs besoins et exprimer leur point de vue, les volontaires peuvent in-

**Les volontaires
peuvent
influencer et
façonner les
normes et les
valeurs sociales**

fluencer et façonner les normes et les valeurs sociales. Ils peuvent élargir les paramètres du débat en inscrivant de nouvelles idées à l'ordre du jour politique et en remettant en cause le statu quo. Même si cela n'influence pas forcément les décideurs et les politiques produites à court terme, cela peut tout de même faire évoluer l'opinion et conduire à des changements sociaux à long terme. Cela peut également ouvrir la voie à une pluralité d'opinions qui inciteront les autorités, dans certains contextes, à être plus attentives à un plus large éventail de besoins.

Une mobilisation à grande échelle est essentielle à la réussite des initiatives ascendantes de volontariat

Le volontariat exercé au niveau local permet d'acquérir de nouvelles compétences et de mieux comprendre ses droits. Il aide les individus à développer leur aptitude à l'engagement et à la participation au-delà de leur foyer ou de leur village ; à surveiller les engagements et les dépenses des autorités ; et à constituer des groupes qui dépasseront le niveau local pour atteindre l'échelle nationale, voire internationale. Pour beaucoup de femmes, ce peut être un moyen de gagner en autonomie. Le volontariat peut également renforcer les capacités de nombreux groupes exclus jusque-là à s'associer aux collectivités publiques locales et aux OSC nationales ou internationales.

Dans les communautés, le volontariat emploie des stratégies variées pour renforcer son pouvoir d'expression et de participation afin d'influencer le processus décisionnel relatif aux communautés des volontaires. Certains volontaires locaux travaillent seuls, d'autres s'associent à des acteurs extérieurs tels que les OSC nationales ou internationales ; certains forment des réseaux, d'autres encore coopèrent avec les collectivités publiques locales pour rendre les processus de gouvernance plus participatifs et plus inclusifs.

Le volontariat au niveau local n'est pas exempt de difficultés. Il existe un risque que les autorités se déchargent de leurs obligations sur les volontaires, surtout à ce niveau. En outre, la domination persistante d'une

élite dans les espaces participatifs pourrait reproduire les inégalités dans l'accès aux processus décisionnels au lieu de les réduire. Certains forums participatifs de nature symbolique peuvent être dépourvus de réels pouvoirs. Enfin, les volontaires subissent parfois les représailles de leurs opposants.

En dépit de ces difficultés, les faits montrent que le volontariat local peut étendre et améliorer les services, renforcer les compétences, accroître les moyens d'expression des plus marginalisés, intégrer le savoir-faire local, offrir des freins et contrepoids et encourager la diversité des opinions. En fonction du contexte général, cela peut conduire à une plus grande expression et participation, ainsi qu'à une gouvernance plus responsable et plus réactive.

IMPACT AU NIVEAU NATIONAL

On constate que le volontariat s'associe aux autorités sur des questions centrales de la gouvernance d'une manière qui renforce l'inclusion sociale, améliore les résultats sociaux et en matière de développement et favorise la paix. Deux tendances se distinguent, une dans laquelle les autorités prennent l'initiative de mobiliser des volontaires et l'autre dans laquelle l'initiative revient aux administrés. Souvent les autorités invitent les volontaires à collaborer avec elles sur des thèmes tels que l'amélioration de la transparence, le suivi de la prestation de services, la création d'organismes de volontariat et l'association étroite avec des organismes de volontariat officiels (nationaux et internationaux). Comme indiqué plus haut, les retours sur l'engagement des volontaires sont d'autant plus importants quand des conditions favorables, telles que la liberté d'expression et d'association et un contexte de débats politiques animés, sont déjà en place. De même, les volontaires agissent et se mobilisent différemment pour faire valoir leurs points de vue, réclamer des mécanismes de redevabilité et demander qu'on leur réponde, autant

de points essentiels pour améliorer la gouvernance.

Lorsque les autorités ont mis en place des structures pour amplifier l'engagement volontaire, elles ont pu en exploiter la force de manière systématique, et cela a donné aux volontaires les moyens de prendre l'initiative dans des domaines importants pour les plans nationaux de développement. Par exemple, au Honduras, au Mozambique et au Pérou, la forte participation des parties prenantes au processus législatif a été encouragée par les autorités. D'autres gouvernements, comme au Ghana et au Kenya, ont de même fait appel à des structures de volontariat officielles, reconnues par la loi et suffisamment financées, afin d'encourager les jeunes volontaires à donner de leur temps pour promouvoir la santé et l'éducation en milieu rural, pour qu'ils bénéficient d'un emploi rémunéré et qu'ils apprennent le but et la valeur de l'engagement civique.

Certains gouvernements mobilisent leurs concitoyens de façon plus systématique et à long terme en vue de l'orientation et de la mise en œuvre de leurs politiques. Au Brésil, les relations étroites entre l'État et la société civile ont permis de formuler une nouvelle politique de santé qui a réduit les inégalités dans l'accès aux soins de santé publique.

Une mobilisation à grande échelle est essentielle à la réussite des initiatives ascendantes de volontariat. Pour y parvenir, les volontaires forment souvent des alliances. Les OSC et les partisans au sein du gouvernement et de l'assemblée législative peuvent se révéler de précieux alliés. Le succès de l'action de Naripokkho au Bangladesh, qui défend les femmes victimes de violence et a contribué à la rédaction de la loi relative aux violences faites aux femmes, est surtout dû à sa collaboration avec le gouvernement et à son alliance avec Doorbar, une association de simples citoyens. Lorsque le groupe des parties prenantes est restreint, les alliances et le recrutement d'interlocuteurs à l'échelle

transnationale ont parfois apporté le soutien nécessaire. C'est ce que l'on peut constater avec les lois sur la nationalité adoptées dans les pays arabes, où la recherche d'alliés au sein des gouvernements, des parlements et des OSC d'autres pays concernés a parfois été décisive.

De nombreuses initiatives de volontariat se tournent vers les médias pour sensibiliser et mobiliser l'opinion publique et les décideurs. Naripokkho a mené des campagnes dans les médias pour renforcer la visibilité de la violence domestique. Une nouvelle génération de volontaires familiers des technologies élabore des outils pour offrir des informations en provenance directe des communautés et en temps réel. Ils viennent compléter les médias traditionnels en apportant des nouvelles et des perspectives sur leurs propres sites Internet et par le biais des blogs, diminuant ainsi la dépendance populaire aux médias traditionnels et obligeant parfois les sites d'information à réagir pour garder leur pertinence.

La présence d'un gouvernement à l'écoute influence de façon décisive la réussite des initiatives d'envergure nationale portées par des volontaires. Parfois les mouvements créent eux-mêmes la pression politique requise pour obliger leur gouvernement à être plus réactif. Les initiatives de volontaires peuvent aussi être facilitées et favorisées par un gouvernement réceptif. Les initiatives ascendantes les plus concluantes ont ainsi cherché à établir une relation de collaboration avec les autorités dans certains domaines, même si elles les contestaient ou les remettaient en cause dans d'autres.

Il est important que le gouvernement, le pouvoir en place ou l'élite montre une certaine réactivité pour créer un environnement propice à la participation générale et à l'écoute d'opinions multiples, notamment celles de ceux qui souffrent le plus, pour qu'ils soient entendus. Ils contribueront ainsi à l'avènement d'une paix durable et à la réduction des

**La présence
d'un
gouvernement
à l'écoute
influence de
façon décisive
la réussite
des initiatives
d'envergure
nationale
portées par des
volontaires**

La conclusion d'alliances au sein des différents secteurs et niveaux ou entre eux peut contribuer à renforcer la redevabilité et la réactivité des acteurs mondiaux

fractures sociales. Si l'expression et la participation peuvent susciter la réactivité dans des conditions de paix et de stabilité, cette dernière doit parfois les précéder dans certaines situations de conflit et de sortie de conflit. Au Sri Lanka, les associations formelles et informelles de volontaires ont été déterminantes pour renforcer l'engagement des citoyens dans le processus de relèvement lorsqu'un gouvernement plus réceptif s'est engagé sur le chemin de la réconciliation. En 2011, à la suite de la guerre civile qui a opposé les forces de l'État et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul jusqu'en 2009, le gouvernement du Sri Lanka a avalisé les recommandations et le rapport de la Commission dédiée aux leçons du conflit et à la réconciliation. Parmi les priorités mises en avant figurait l'importance des partenariats entre la société civile et les autorités locales. Les volontaires ont ensuite expliqué le rapport aux communautés, qu'ils ont informés avant de les engager dans le processus de paix.

IMPACT AU NIVEAU MONDIAL

Le présent rapport se concentre sur les initiatives de volontariat liées aux piliers de la gouvernance dans le contexte d'acteurs mondiaux variés et transversaux qui influencent tous les niveaux de la société (local, national et mondial). L'engagement mondial par le biais du volontariat est le plus souvent confronté à des espaces fermés, car les acteurs de la gouvernance, y compris parfois les gouvernements, tendent à privilégier leurs relations avec d'autres parties prenantes telles que les donateurs, les États membres, les actionnaires et les investisseurs, plutôt que les citoyens et les communautés.

Les campagnes de volontariat qui se sont unies à l'échelle transnationale ont parfois pu revendiquer des espaces locaux, nationaux et mondiaux pour accroître la redevabilité. Les stratégies visant à rattacher des politiques et conventions internationales à l'expression et à la participation de volon-

taires nationaux ont soulevé des problèmes de redevabilité qui ont parfois été résolus positivement. Cependant, les OSC ancrées dans le volontariat local doivent résister aux pressions de la mondialisation les incitant à accorder une attention excessive au pouvoir en place, car cela pourrait affaiblir leurs liens avec les communautés locales ainsi que leur légitimité auprès des acteurs de la gouvernance locale.

La conclusion d'alliances au sein des différents secteurs et niveaux ou entre eux peut contribuer à renforcer la redevabilité et la réactivité des acteurs mondiaux. Les organismes de volontariat issus du monde des affaires, des pouvoirs publics ou de la société civile concluent des alliances, partagent leur expertise et donnent aux citoyens les moyens de solliciter divers acteurs de la gouvernance, tous niveaux confondus, de façon plus efficace. Aucun groupe ni aucune organisation ne peut obtenir isolément une mobilisation de l'envergure requise pour apporter des changements d'orientation à l'échelle transnationale ou faire évoluer l'état des discours au niveau mondial. La création d'alliances complexes a joué un rôle déterminant, par exemple, dans la réussite d'initiatives telles que les campagnes « Jubilee 2000 » ou « Contrôlez les armes », qui dépendaient de la diversité des pays, des acteurs et des groupes de parties prenantes. Les paysans et exploitants agricoles d'Afrique de l'Ouest ont infléchi la politique régionale en raison de leur puissance en tant que réseau, non d'individus, mais d'organisations. Pour mener à bien les consultations relatives au programme pour l'après-2015, les Nations Unies ont cherché à établir des partenariats avec des organisations de la société civile ou employant des volontaires afin d'étendre leur influence auprès des simples citoyens. Le mouvement « Occupons Wall Street » et la « Mobilisation populaire pour le climat » se sont appuyés sur de nombreuses alliances pour prendre de l'ampleur, susciter un débat international et se faire entendre à travers le monde. Certes, ni l'un ni l'autre n'a réelle-

ment eu d'incidence sur les politiques, mais ils ont révélé l'aptitude des individus et des groupes à interagir directement par-delà les nations en vue de lancer et d'entretenir une conversation sur des sujets d'intérêt commun en dehors des forums intergouvernementaux traditionnels. Ce phénomène émergent recèle d'immenses possibilités de transformation des échanges entre population et nations sur les forums mondiaux.

La technologie est un puissant outil d'engagement civique qui doit être développé à l'échelle mondiale de manière à favoriser la réalisation de son potentiel d'intégration. Elle augmente la vitesse, l'ampleur et la diversité des possibilités d'engagement volontaire, que ce soit en ligne ou en personne, pour aborder des questions locales, nationales et internationales. Il est nécessaire de combler le fossé numérique qui touche les femmes du monde entier, ainsi que les communautés rurales, marginalisées et pauvres. L'accès à Internet est encore limité dans de nombreux pays, et plus encore pour les femmes. En 2013, à peine 17 % de la population d'Afrique subsaharienne avait accès à Internet, contre 84 % en Amérique du Nord. À l'échelle mondiale, 38 % seulement de la population est connectée, et ce, bien que la pénétration d'Internet ait explosé dans les pays en développement entre 2000 et 2013, avec des bonds de 4662 % en Afrique subsaharienne, de 4210 % dans les pays arabes et de plus de 3404 % en Asie du Sud. En outre, la majorité des conversations mondiales en ligne se déroule en anglais, même si des sites tels que change.org permettent de participer dans d'autres langues. Ce facteur limite le nombre de personnes pouvant participer et être entendues.

Les organismes de volontaires utilisent diverses stratégies leur permettant d'intervenir indifféremment auprès de simples citoyens, de décideurs nationaux et sur les forums internationaux. Ce faisant, ils contribuent efficacement à la multiplication des points de vue et à l'augmentation de la par-

ticipation aux débats internationaux, et ils appellent avec énergie à la redevabilité et à la réactivité des divers acteurs de la gouvernance mondiale.

CONCLUSIONS

Cinq grands points se dégagent des éléments d'information tirés de l'action du volontariat à différents niveaux, dans différents espaces et selon une gamme de stratégies appliquées dans des contextes mondiaux très variés.

Le volontariat peut contribuer à renforcer l'expression et la participation, la responsabilité et la réactivité de nombreux acteurs à tous les niveaux.

Bien que ce ne soit pas la seule réponse possible, le volontariat peut contribuer à la mise en œuvre d'un modèle de développement véritablement humaniste. Il constitue une réelle passerelle pour faire entendre davantage de points de vue, soutenir les initiatives de la société civile et compléter les efforts des pouvoirs publics en vue d'élargir la participation, de renforcer la responsabilité et de stimuler la réactivité institutionnelle à tous les niveaux dans un but de paix et de développement durables. Il emploie pour cela différentes méthodes, notamment la mobilisation et l'engagement dans les communautés de volontaires locaux qui décident de se consacrer durablement aux problèmes de gouvernance influençant leur vie quotidienne en participant à des conseils, des commissions et d'autres mécanismes de gouvernance. Les volontaires sont les principaux exécutants de nombreux programmes de première ligne. Pourtant, ils sont rarement identifiés ou reconnus comme tels, ni même inclus dans l'analyse des échecs et des réussites ou dans la liste des contributeurs importants. La gouvernance participative devra donc évoluer pour que les volontaires soient davantage reconnus et que d'autres espaces s'ouvrent à leur intention. Il faudra également que les autres acteurs de la gou-

Le volontariat peut contribuer à la mise en œuvre d'un modèle de développement véritablement humaniste

vernance écoutent l'opinion de ces volontaires, dont on attend souvent qu'ils aident à l'exécution, mais qui sont rarement impliqués dans la conception et la planification des interventions ou dans leur évaluation.

Les conditions d'exercice du volontariat doivent être plus équitables.

Les volontaires constituent naturellement un groupe dont les origines, les structures d'organisation, les âges, les niveaux d'éducation, le sexe et les compétences sont très variés. Le rapport révèle que le volontariat proprement dit ne s'exerce pas dans des conditions identiques et qu'il possède une dynamique du pouvoir et des hiérarchies qui lui sont propres. Ses espaces sont différenciés selon le genre et ses différents groupes ont un accès variable aux financements, à l'aide et au pouvoir en place. Les volontaires ne se heurtent pas tous aux mêmes obstacles, et ils n'ont pas accès aux mêmes possibilités ni aux mêmes espaces clés.

Ainsi, bien que dans de nombreuses communautés et sociétés, les femmes constituent la majorité de la population intervenant en tant que volontaires, exerçant des fonctions de soins et d'assistance, participant et s'exprimant dans les espaces revendiqués et invités, elles ne bénéficient pour la plupart que de fonds et d'appuis limités. Elles subventionnent souvent des processus que les autorités ne peuvent pas financer. Et dans les espaces invités mis en place pour qu'elles soient plus nombreuses à participer, elles constatent fréquemment que leur opinion n'est pas prise en compte. Les femmes se trouvant dans une situation de pauvreté ont souvent du mal à accéder à des structures formelles de volontariat, en raison de problèmes notamment de mobilité, d'analphabétisme, d'inexpérience des espaces publics ou de manque d'argent pour les transports. Il existe également une réelle différence entre les sexes dans l'accès aux nouvelles technologies de communication, indispensables pour un engagement mondial. Les populations les plus pauvres, en particulier

les femmes, sont souvent exclues des formes officielles de volontariat à l'échelle nationale et mondiale, ce qui signifie qu'elles ont rarement la possibilité d'exprimer leur opinion sur des forums nationaux ou internationaux.

La création d'un environnement favorable est une condition indispensable pour que le volontariat puisse pleinement contribuer à la réalisation d'un programme de développement durable.

Pour que le volontariat puisse optimiser sa contribution au bien commun, il a besoin d'un environnement favorable. Le contexte social, juridique et politique général joue un rôle important dans ce que les volontaires peuvent offrir ou non pour améliorer la gouvernance. Les négociations politiques entre État et citoyens, la constitution en vigueur, le cadre juridique, le tissu social de différents pays, l'interaction entre gouvernance locale, nationale et mondiale, la diversité des acteurs de la gouvernance intervenant à un niveau donné : tous ces éléments influencent qui pourra ou non pénétrer les différents espaces, qui pourra exprimer son opinion et qui orientera les prises de décision.

Lorsque les autorités ont créé un environnement propice à l'engagement civique (plus particulièrement à la participation des volontaires) ou lorsqu'elles ont été sensibles aux initiatives communautaires d'origine volontaire, davantage de monde participe aux processus décisionnels. Le volontariat réussit d'autant mieux à améliorer l'engagement civique lorsque le cadre juridique et institutionnel global y est favorable. Cela suppose la liberté d'expression et d'association et la présence d'espaces d'engagement suffisamment inclusifs.

La collaboration, les alliances et les partenariats multipartites sont essentiels à la réussite du volontariat.

La collaboration entre les autorités et la société civile a permis l'adoption de lois et de structures. En facilitant le rapprochement entre les autorités et les OSC, il est possible

de créer des voies d'engagement volontaire qui renforceront la capacité des autorités à mettre en œuvre les politiques.

La société civile a également cherché à conclure des alliances avec le gouvernement, le secteur privé et d'autres acteurs en mobilisant des volontaires autour d'une cause commune. Lorsque les communautés se familiarisent avec la nature changeante des règles d'engagement, notamment par le biais d'actions collectives locales dans des espaces revendiqués de manière informelle, elles peuvent constater l'intérêt stratégique d'établir des alliances et des partenariats pour traiter des questions de développement liées à la gouvernance qui transcendent les frontières locales, nationales et internationales. En consacrant leur temps, leurs connaissances et leur expertise à relever des défis mondiaux de nature sociale, économique ou environnementale, les volontaires peuvent compléter, interroger et contester les efforts du gouvernement et de la société civile dans son ensemble. À l'échelle mondiale, des groupes de volontaires poursuivant des buts communs collaborent par-delà les frontières pour s'exprimer et participer à des forums internationaux. Il existe de nombreuses possibilités de promouvoir des accords, politiques, conventions et principes propices au volontariat au niveau mondial. Ils contribueront ensuite à renforcer la légitimité, les connaissances et les ressources des actions locales et nationales.

Il est primordial d'approfondir notre compréhension par des recherches.

Ce rapport lance une discussion sur ce que le volontariat apporte pour soutenir des processus de gouvernance participatifs, redevables et réactifs à différents niveaux et dans différents espaces. Mais les défis liés

aux données sont réels et doivent être pris en compte si l'on veut profiter pleinement du potentiel de ressources qu'offre le volontariat dans les années à venir. Une difficulté consiste à définir et décrire l'immense variété des formes de volontariat à travers le monde. Saisir la mesure, la portée et l'ampleur des différentes formes de volontariat par le biais d'indicateurs quantitatifs en est une autre. Enfin, il faut recueillir les nuances, les distinctions et les contributions complexes par des études de cas plus qualitatives ancrées dans divers contextes. Ces trois cas tireraient profit de recherches complémentaires. Il conviendrait également de s'attacher sérieusement à améliorer la collecte des données, y compris par des données qualitatives axées sur un plan culturel sur la manière dont le volontariat est défini et pratiqué dans différents pays.

Il est important de mesurer la contribution des volontaires au développement, tout comme il est important de leur permettre de suivre et de rendre compte du développement à l'échelle locale, nationale et mondiale. Pour y parvenir, l'association des technologies à la bonne volonté et à la détermination des citoyens à se mobiliser pour le développement, à demander des comptes aux acteurs de la gouvernance et à s'assurer de leur réactivité constitue un autre moyen de faire appel aux citoyens en tant que surveillants et rapporteurs volontaires des progrès du programme de développement. Des millions de personnes ont participé à l'enquête My World et les volontaires ont facilité l'engagement des communautés pour garantir un maximum de mobilisation. Avec la généralisation de l'accès à Internet et à la téléphonie mobile, il est important de saisir cette occasion de garantir une gouvernance participative, responsable et réactive à tous les niveaux.

Les défis liés aux données sont réels et doivent être pris en compte si l'on veut profiter pleinement du potentiel de ressources qu'offre le volontariat

CONTACTS POUR LE PROGRAMME VNU

Pour des informations générales sur le programme VNU, veuillez contacter :

Programme des Volontaires des Nations Unies

Postfach 260 111
D-53153 Bonn
Allemagne

Téléphone : +(49) 228 815-2000
Fax : +(49) 228 815-2001
www.unv.org/fr

Facebook: www.facebook.com/unvolunteers
Twitter: www.twitter.com/unvolunteers
YouTube: www.youtube.com/unv

Bureau du programme VNU à New York

Two United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Téléphone : +(1) 212 906-3639
Fax : +(1) 212 906-3659
E-mail : ONY@unv.org

Pour savoir comment devenir Volontaire des Nations Unies, consultez le site du programme VNU :

www.unv.org

Pour plus d'informations sur le service de volontariat en ligne du programme VNU, consultez le site :

www.onlinevolunteering.org



Imprimé sur du papier certifié FSC 100 % recyclé avec des encres d'origine végétale. Document recyclable.



UN
Volontaires

l'inspiration en action

ISBN 9789295045880



9 789295 045880